



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33 100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOOU

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022



EXPERTISE AUDIT ADVISORY

**145 Avenue Thiers
33100 BORDEAUX**

In Extenso

**IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON**

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
**7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOU**

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale des actionnaires de la société LNA SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LNA SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et créances rattachées

Risque identifié :

Les titres de participation et créances rattachées, figurant au bilan au 31 décembre 2022 pour respectivement des montants nets de 223 et 312 millions d'euros, représentent deux des postes les plus importants du bilan.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport, puis le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 2.2.3 de l'annexe, la valeur d'utilité est appréciée par la Direction générale du groupe sur la base des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché en fonction de leurs perspectives de développement et de résultats.

Par ailleurs, les créances rattachées aux titres de participation peuvent également faire l'objet d'une dépréciation si, sur la base de ces analyses, leur caractère recouvrable était remis en cause.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres et du caractère recouvrable des créances rattachées requiert l'exercice du jugement de la Direction en ce qui concerne les flux de trésorerie futurs, les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires et le taux d'actualisation.

Du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées constituait un point clé de l'audit.

Travaux des commissaires aux comptes

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des méthodes mises en place par la Direction pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui, par ailleurs, ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- Examiner les flux futurs de trésorerie retenus par la Direction, au regard des données budgétaires, des résultats historiques ainsi que du contexte économique et financier dans lequel s'inscrit le groupe ;
- Analyser et apprécier le taux d'actualisation retenu par la Direction en nous assurant de la pertinence des différents paramètres qui le constituent ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration, sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LNA SANTE par l'assemblée générale du 23 juin 2010 pour le cabinet IN EXTENSO AUDIT et du 03 Mars 2008 pour le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY.

Au 31 Décembre 2022, le cabinet IN EXTENSO AUDIT était dans la 13^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY dans la 15^{ème} année, dont respectivement 13 et 15 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à BORDEAUX et à NANTES
Le 27 avril 2023
Les Commissaires aux Comptes

DocuSigned by:
CHRISTOPHE ROUSSELI
240C7F95FCEC420...

EXPERTISE AUDIT ADVISORY
Christophe ROUSSELI

DocuSigned by:
GRIMAUD PORCHER Françoise
1D421CC9CCED4AF...

IN EXTENSO AUDIT
Françoise GRIMAUD PORCHER

BILAN AU 31/12/2022

Bilan actif

| en euros | Rubriques | Montant brut | Amort. Prov. | Net 31/12/2022 | Net 31/12/2021 |
|----------|---|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | Capital souscrit non appelé | | | | |
| | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de développement | | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | 10 003 431 | 7 809 915 | 2 193 516 | 2 441 362 |
| | Fonds commercial | 51 900 | | 51 900 | 51 900 |
| | Autres immobilisations incorporelles | 448 625 | | 448 625 | 254 845 |
| | Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, mat. et outillage | 78 867 | 65 320 | 13 547 | 22 454 |
| | Autres immobilisations corporelles | 5 010 947 | 3 344 438 | 1 666 509 | 1 863 153 |
| | Immobilisations en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| | Participations par mise en équivalence | | | | |
| | Autres participations | 234 700 954 | 11 176 047 | 223 524 907 | 189 580 510 |
| | Créances rattachées à des participations | 311 613 244 | | 311 613 244 | 320 124 310 |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | 601 |
| | Autres immobilisations financières | 23 036 477 | 53 162 | 22 983 315 | 19 260 518 |
| | ACTIF IMMOBILISE | 584 944 447 | 22 448 883 | 562 495 564 | 533 599 653 |
| | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | 130 570 | | 130 570 | |
| | Avances, acomptes versés sur commandes | | | | |
| | CREANCES | | | | |
| | Créances clients et comptes rattachés | 14 782 342 | 46 680 | 14 735 662 | 13 997 150 |
| | Autres créances | 134 317 916 | 15 858 967 | 118 458 947 | 107 809 627 |
| | Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| | DIVERS | | | | |
| | Valeurs mobilières de placement | 10 201 236 | | 10 201 236 | 18 577 417 |
| | (Donc actions propres : | | | | |
| | Disponibilités | 16 750 689 | | 16 750 689 | 48 381 297 |
| | COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| | Charges constatées d'avance | 1 039 628 | | 1 039 628 | 984 396 |
| | ACTIF CIRCULANT | 177 222 384 | 15 905 648 | 161 316 736 | 189 749 887 |
| | Frais d'émission d'emprunts à étaler | 2 242 624 | | 2 242 624 | 2 536 016 |
| | Primes de remboursement des obligations | | | | |
| | Ecart de conversion actif | | | | |
| | TOTAL GENERAL | 764 409 455 | 38 354 531 | 726 054 924 | 725 885 557 |

SA LNA SANTE

Bilan passif

| <i>en euros</i> | Rubriques | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|-----------------|--|--------------------|--------------------|
| | Capital social ou individuel (dont versé : 21 418 832) | 21 418 832 | 19 514 072 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport | 99 332 716 | 51 300 619 |
| | Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | | |
| | Réserve légale | 1 951 407 | 1 941 187 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :) | | |
| | Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :) | 18 767 904 | 18 767 904 |
| | Report à nouveau | 79 320 029 | 80 641 236 |
| | RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 3 811 238 | 3 207 515 |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | 607 270 | 814 958 |
| | CAPITAUX PROPRES | 225 209 398 | 176 187 492 |
| | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | AUTRES FONDS PROPRES | | |
| | Provisions pour risques | 1 448 560 | 1 201 865 |
| | Provisions pour charges | | |
| | PROVISIONS | 1 448 560 | 1 201 865 |
| | DETTES FINANCIERES | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | 91 192 072 | 142 543 872 |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 245 256 840 | 111 569 109 |
| | Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :) | 8 472 875 | 160 215 465 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 6 724 338 | 8 000 919 |
| | Dettes fiscales et sociales | 5 940 676 | 5 938 201 |
| | DETTES DIVERSES | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 312 107 | 142 566 |
| | Autres dettes | 141 498 055 | 120 086 065 |
| | COMPTES DE REGULARISATION | | |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | DETTES | 499 396 965 | 548 496 198 |
| | Ecart de conversion passif | | |
| | TOTAL GENERAL | 726 054 924 | 725 885 557 |

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2022

| en euros | Rubriques | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|----------|--|-------------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | | France | Exportation | Total | |
| | Ventes de marchandises | | | | |
| | Production vendue de biens | | | | |
| | Production vendue de services | 47 895 198 | 223 279 | 48 118 478 | 45 969 721 |
| | CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 47 895 198 | 223 279 | 48 118 478 | 45 969 721 |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | 118 226 | 98 553 |
| | Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges | | | 1 109 327 | 3 322 961 |
| | Autres produits | | | 28 | 7 |
| | PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 49 346 060 | 49 391 241 |
| | Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 67 686 | |
| | Variation de stock (marchandises) | | | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | 110 915 | 97 330 |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| | Autres achats et charges externes | | | 26 378 601 | 27 539 408 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | | 827 721 | 693 937 |
| | Salaires et traitements | | | 12 730 610 | 11 406 114 |
| | Charges sociales | | | 5 689 696 | 5 713 235 |
| | Dotations d'exploitation : | | | | |
| | Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 2 040 744 | 1 812 750 |
| | Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| | Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 46 680 | |
| | Dotations aux provisions | | | 125 000 | 461 523 |
| | Autres charges | | | 93 806 | 110 512 |
| | CHARGES D'EXPLOITATION | | | 48 111 463 | 47 834 811 |
| | RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 1 234 596 | 1 556 430 |
| | OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| | Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| | PRODUITS FINANCIERS | | | 13 831 066 | 10 694 682 |
| | Produits financiers de participations | | | 12 718 505 | 9 225 760 |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 691 663 | 1 209 096 |
| | Autres intérêts et produits assimilés | | | 219 993 | 221 425 |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 200 905 | 38 400 |
| | Différences positives de change | | | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| | CHARGES FINANCIERES | | | 9 701 300 | 5 518 763 |
| | Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 1 964 806 | 238 832 |
| | Intérêts et charges assimilées | | | 7 736 493 | 5 279 931 |
| | Différences négatives de change | | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| | RESULTAT FINANCIER | | | 4 129 766 | 5 175 919 |
| | RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 5 364 363 | 6 732 349 |
| | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | 4 829 917 | 3 066 256 |
| | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | 2 467 | 5 153 |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | 237 801 | 369 434 |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 4 589 648 | 2 691 668 |
| | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | 5 930 115 | 6 092 376 |
| | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | 8 828 | 2 511 |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | 468 982 | 348 561 |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | 5 452 304 | 5 741 304 |
| | RESULTAT EXCEPTIONNEL | | | -1 100 197 | -3 026 120 |
| | Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | | 313 033 | 209 740 |
| | Impôts sur les bénéfices | | | 139 892 | 288 973 |
| | TOTAL DES PRODUITS | | | 68 007 044 | 63 152 180 |
| | TOTAL DES CHARGES | | | 64 195 805 | 59 944 665 |
| | BENEFICE OU PERTE | | | 3 811 238 | 3 207 515 |

Tableau des flux de trésorerie

| <i>en milliers d'euros</i> | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|----------------|---------------|
| RESULTAT NET | 3 811 | 3 208 |
| Dotations nettes amortissements et provisions | 4 530 | 5 453 |
| Autres produits et charges | -6 803 | -8 205 |
| Résultat de cession et autres charges | -123 | -241 |
| Charge d'impôt | 140 | 289 |
| Charge d'intérêt | 5 323 | 4 320 |
| MBA AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT ET IMPÔTS | 6 878 | 4 824 |
| Variation du BFR | -697 | 536 |
| Impôts payés | 1 206 | 4 393 |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONELLES | 7 387 | 9 752 |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | -904 | -822 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | -458 | -615 |
| Acquisitions d'immobilisations financières et autres | -34 745 | -7 165 |
| Dettes sur acquisitions d'immobilisations | -170 | -51 |
| Variation des autres prêts et avances consentis | 10 115 | 15 431 |
| Cession d'immobilisations incorporelles | 184 | 348 |
| Cession d'immobilisations corporelles | 33 | 22 |
| Produits de cession d'autres élém. actif | 21 | 0 |
| Dividendes reçus | 6 617 | 5 761 |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | -19 307 | 12 908 |
| Augmentation de capital | 49 937 | 1 491 |
| Actions propres et autres flux | -4 500 | 259 |
| Emission d'emprunts | 145 000 | 170 000 |
| Remboursement d'emprunts | -60 665 | -170 687 |
| Flux de financement sur dettes diverses (aug) | -799 | -287 |
| Flux de financement sur dettes diverses (Dim) | 287 | -3 578 |
| Variation des titres négociables à court terme | -153 000 | 53 300 |
| Comptes courants | 7 402 | -43 948 |
| Dividendes versés | -4 519 | -1 916 |
| Intérêts payés | -5 212 | -6 340 |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT | -26 068 | -1 707 |
| Trésorerie à l'ouverture | 57 341 | 36 387 |
| Trésorerie à la clôture | 19 352 | 57 341 |
| VARIATION DE TRESORERIE | -37 988 | 20 954 |

ANNEXES

I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Augmentation de capital

Le 3 février 2022, LNA Santé a annoncé le renforcement et l'arrivée à son capital d'investisseurs de long terme : Siparex, Unexo, Sodero Gestion, BNP Paribas Développement (associés au sein d'un véhicule d'investissements dédié : Nobinvest 2A) et le groupe SMA d'une part, et d'actionnaires historiques familiaux au sein de la Financière Vertavienne 44 d'autre part, au moyen de reclassements de titres (cédés par le fonds sortant MPL2 et la famille Mesnard) et d'une participation à une augmentation de capital réservée.

A cette fin, Monsieur Willy Siret, en sa qualité de Directeur Général de LNA Santé a constaté la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant de 49 999 950 euros (prime d'émission incluse), au prix de 52,50 euros par action.

Par ailleurs, après la constatation le 30 novembre 2021 de la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un PEE via le FCPE Nobelia, LNA Santé achève une opération ambitieuse visant à associer ses salariés au développement du Groupe au travers de la société LNA Ensemble qui a procédé au rachat d'actions LNA Santé pour un investissement total de 32 659 830 euros et détient ainsi une participation de 8,39% du capital de LNA Santé.

Nobinvest 2A, SMA BTP, SMAvie BTP et LNA Ensemble ont adhéré au pacte d'actionnaires et rejoignent ainsi le concert contrôlant la société LNA Santé.

Dénouement du contrôle fiscal

En date du 07 mars 2022, la société a reçu un avis de vérification de comptabilité portant sur l'ensemble des déclarations fiscales pour les périodes allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020 ainsi que sur l'ensemble des dépenses engagées qui ont été retenues pour la détermination des crédits d'impôt recherche au titre des périodes allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020. En date du 16 décembre 2022, la Direction Spécialisée du Contrôle Fiscal a informé la société que la procédure de contrôle était achevée et se conclut sans rectification.

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mise à jour par le règlement ANC N° 2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. *Présentation des comptes annuels et méthodes d'évaluation retenues.*

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

2.1 **Immobilisations incorporelles**

Les logiciels sont amortis dès leur date de mise en service, en mode linéaire sur une durée d'un an, à l'exception de l'ERP amorti sur une durée de 5 ans.

LNA Santé comptabilise les frais de développement internes liés à l'implantation d'un système informatique intégré en immobilisation incorporelles puisque la société peut démontrer :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service,
- Sa capacité à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- La disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable

Fiscalement, les licences liées à l'ERP acquises avant le 31/12/2016 sont amorties sur un an et les coûts de développement sont comptabilisés en amortissement dérogatoires.

2.2 **Immobilisations corporelles**

Les règlements relatifs à la définition, l'évaluation, la comptabilisation et la dépréciation des actifs, ont été appliqués depuis le 1^{er} janvier 2005 dans la société selon la méthode rétrospective.

Dans le cadre de l'application de ces règlements, les règles mises en place au cours de l'exercice 2005 perdurent à savoir :

- les immobilisations acquises font l'objet de décomposition dès lors que celle-ci s'avère significative. En revanche, les actifs dont les éléments constitutifs sont exploités de façon indissociable ne sont pas décomposés et donnent lieu à un seul plan d'amortissement.
- les amortissements sont calculés selon la durée d'utilisation des biens et des composants lorsqu'ils sont dissociés.

Au titre de l'exercice 2022, aucun changement de plan d'amortissement n'a été constaté, de même la société n'a procédé à aucune reconsidération des décompositions effectuées en 2005.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation à savoir :

| | |
|------------------------------------|--------------|
| Installations techniques | 5 ans/10 ans |
| Matériel de transport | 1 an |
| Installations générales | 10 ans |
| Matériel de bureau et informatique | 4 ans/5 ans |
| Mobilier | 10 ans |

2.3 Participations, titres immobilisés et créances rattachées

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport. Les frais d'acquisition sont enregistrés en charges et retraités fiscalement sur une durée de cinq ans.

Les autres immobilisations financières intègrent les malis de fusion affectés à des titres de participations.

Lorsque la valeur brute comptable des titres et des malis de fusion qui leur sont affectés, est supérieure à leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée sur la base de ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'utilité des titres de participation est appréciée par la direction générale du groupe, sur la base des capitaux propres de la société détenue à la clôture de l'exercice, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché.

Le cas échéant, les créances rattachées font également l'objet d'une dépréciation.

Au 31 décembre 2022, LNA Santé a comptabilisé une dépréciation sur titres à hauteur de 780 milliers d'euros, ce qui porte le montant total des provisions pour dépréciation des titres à 11 176 milliers d'euros. Elle a également procédé à la comptabilisation d'une dépréciation des comptes courants pour un montant de 4 324 milliers d'euros et d'une reprise de dépréciation des comptes courants pour un montant de 3 889 milliers d'euros, portant le montant total à 15 859 milliers d'euros.

2.4 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées lorsque la valeur estimée d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances clients douteuses est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

L'ancienneté des créances et un défaut de paiement au terme habituel du débiteur constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Au 31 décembre 2022, LNA SANTE a comptabilisé une dépréciation des créances clients à hauteur de 47 milliers d'euros.

2.5 Actions propres

LNA Santé comptabilise les actions propres selon leur affectation, déterminée et validée par le conseil d'administration.

Les actions propres affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement et évaluées à leur valeur historique à la date de leur rachat selon la méthode du premier entré premier sorti.

Les actions propres destinées à être annulées en vue d'une réduction de capital sont comptabilisées dans les autres immobilisations financières et sont évaluées à leur valeur historique à la date de leur rachat. Elles ne peuvent faire l'objet d'aucune dépréciation.

SA LNA SANTE

Les actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité sont comptabilisées en autres immobilisations financières et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur de marché (cours moyen du dernier mois de l'exercice) est inférieure à leur valeur comptable. La trésorerie mise à disposition de l'intermédiaire pour le contrat de liquidité est comptabilisée dans les autres créances immobilisées au sein des immobilisations financières.

Les produits et charges générés par les achats et ventes d'actions propres sont comptabilisés en résultat financier.

Au 31 décembre 2022, les actions auto-détenues par LNA Santé se répartissent de la manière suivante :

| Affectation des actions | Nombre d'actions | Valeur Nette Comptable (en euros) |
|------------------------------|------------------|-----------------------------------|
| Plans d'attribution gratuite | 152 500 | 5 201 236 |
| Annulation | 93 609 | 2 671 640 |
| Contrat de liquidité | 27 729 | 783 622 |

Si les actions en voie d'annulation avaient été évaluées à la clôture au cours moyen du dernier mois de l'exercice, une dépréciation de 26 250 euros aurait été constatée au 31 décembre 2022.

Le 16 novembre 2022, le conseil d'administration a validé un plan de rachat d'actions de 250 000 titres sur la période du 23 novembre 2022 au 30 juin 2023.

A cette occasion, le conseil d'administration a modifié l'affectation de 168 955 actions, précédemment classées en valeurs mobilières de placement et affectées à d'autres objectifs précis que l'annulation ou l'attribution ; pour en affecter 52 052 à l'annulation et 116 903 au plan d'attribution gratuite d'actions 2023-2025. Ce changement d'affectation a entraîné la dépréciation de ces actions pour 1 131 644 euros au 16 novembre 2022, comptabilisée en résultat financier.

Les 52 052 actions destinées à l'annulation ont été reclassées des valeurs mobilières de placement vers les autres immobilisations financières pour 1 515 754 euros. Les 116 903 actions destinées au plan d'attribution gratuite d'actions sont toujours classées en valeurs mobilières de placement.

2.6 Provisions

- Pour risques

La société constate une provision lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers, que la perte ou le passif en découlant est probable et qu'elle peut être raisonnablement évaluée. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, la société fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions pour litiges sociaux sont évaluées par la direction des ressources humaines en fonction des risques encourus par la société et de l'état d'avancement des procédures en cours.

Au 31 décembre 2022, LNA SANTE a comptabilisé une dotation aux provisions pour risques à hauteur de 1 150 milliers d'euros ainsi qu'une reprise sur provision pour risques à hauteur de 678 milliers d'euros, portant le montant total des provisions pour risques à 1 449 milliers d'euros.

- Réglementées

Il s'agit de l'amortissement dérogatoire lié à l'ensemble des projets informatiques. La durée d'amortissement fiscal pratiquée est d'un an.

2.7 Dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les coûts d'émissions d'obligations et d'emprunts sont comptabilisés en charges externes puis étalés sur la durée de l'obligation en charges à répartir.

2.7.1 – Titres négociables à court terme (NEU CP)

Les titres négociables à court terme sont émis par LNA Santé auprès de cinq agents placeurs, en fonction des demandes d'investisseurs sur le marché monétaire, pour des durées variables (entre 1 et 12 mois).

L'émetteur peut être amené à assurer lui-même le placement de ses NEU CP comme le permet son programme d'émission enregistré auprès de la Banque de France.

La rémunération est basée sur la base d'un taux Euribor et d'une marge liée à la maturité du placement.

Les titres négociables ont pour objectif le financement des encours de travaux et actifs immobiliers destinés à être cédés.

Au 31 décembre 2022, l'encours s'élève à 7 000 milliers d'euros contre 160 000 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

2.7.2 - Crédit syndiqué

Le crédit syndiqué a été mis en place le 30 juin 2021 auprès de 12 partenaires bancaires.

Le crédit syndiqué est constitué de deux tranches :

- Une ligne de crédit renouvelable (RCF) de 265 000 milliers d'euros dont la date d'échéance est le 30 juin 2026 avec deux options d'extension d'un an chacune. La première option d'extension a été exercée et acceptée par les prêteurs en 2022 : la date d'échéance est désormais le 30 juin 2027. Cette ligne finance les opérations d'acquisitions et couvre le programme d'émission de NEU CP contre le risque de liquidité. Les tirages sont effectués en fonction des besoins pour une durée déterminée (1 mois, 3 mois ou 6 mois). Au 31 décembre 2022, cette ligne est tirée à hauteur de 140 000 milliers d'euros.
- un prêt à terme de 75 000 milliers d'euros à échéance 30 juin 2027 amortissable à partir de juin 2023. Le prêt finance le portage immobilier des établissements normands acquis en 2020.

2.7.3 - Dette obligataire Euro PP

LNA Santé a au 31 décembre 2022 une souche obligataire au format non coté Euro PP de 90 millions dont 45 millions d'euros à échéance le 19 juillet 2028 (portant un coupon de 2,80%) et 45 millions d'euros à échéance 19 juillet 2029 portant un coupon de 3%. Cette souche finance les autorisations d'exploiter des établissements une fois restructurés.

La souche précédente de 51,2 millions d'euros a été remboursée par anticipation le 31 janvier 2022.

2.7.4 – Emprunt amortissable

La société a souscrit deux nouveaux emprunts de 2,5 millions d'euros chacun en décembre 2022 pour une durée respective de 5 ans et de 7 ans, dont les premières échéances de remboursement auront lieu à la fin du mois de mars 2023. Ces emprunts financent en partie les investissements du groupe.

2.8 - Instruments financiers dérivés

Pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à sa dette financière à taux variable, LNA Santé utilise des instruments financiers dérivés d'échange de taux d'intérêt (swaps et caps).

L'objectif de ces transactions est de transformer le taux variable de la dette en taux fixe et d'encadrer le risque de taux en fonction des anticipations de leur évolution. Cette politique, suivie de manière dynamique, peut donner lieu, en cours d'exercice, en fonction de l'évolution des taux de marchés, à des ajustements dans les positions de couverture.

La société applique le règlement n°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Les dérivés de taux qui sont qualifiés de couverture sont enregistrés *pro rata temporis* sur la durée des contrats, sans effet sur la valeur nominale de la dette financière dont le taux est couvert.

Les dérivés de taux qui ne sont pas qualifiés de couverture (positions ouvertes isolées) sont réévalués à leur valeur de marché à la date de clôture et figurent au bilan. Les gains non réalisés résultant de cette réévaluation sont différés et les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque à due concurrence.

Les instruments dérivés de taux de la société s'analysent ainsi :

| En milliers euros | Montant couvert au 31/12/2022 | Échéancier | | | Valeur de marché au 31/12/2022 |
|---------------------------------|-------------------------------|----------------|--------------|-----------------|--------------------------------|
| | | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans | |
| Dérivés qualifiés de couverture | 100 490 | 9 514 | 85 929 | 5 048 | 6 125 |
| Positions ouvertes isolées | 15 000 | 1 333 | 13 000 | 667 | 227 |
| Dérivés de taux | 115 490 | 10 847 | 98 929 | 5 714 | 6352 |

Au 31 décembre 2022, aucune provision pour risque n'est comptabilisée.

2.9 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la facturation des mandats de gestion et de redevance de marque aux sociétés d'exploitation, de mandats d'assistance technique immobilière et également de facturation de frais et de locations immobilières.

2.10 Résultat financier

La société détient les titres de sociétés en nom collectif ayant pour objet principalement de la promotion immobilière. Les résultats de ces sociétés sont comptabilisés en résultat financier sur le même exercice que celui de constatation des produits et des charges d'activité immobilière.

2.11 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les produits et charges résultant d'opérations ou d'évènements clairement distincts des activités ordinaires de la société et qui ne sont pas, de fait, censés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Le résultat exceptionnel de la période intègre les effets des dotations et reprises des dépréciations des comptes courants pour un montant net de - 435 milliers d'euros.

2.12 Impôt société et intégration fiscale

La société LNA Santé est la société mère d'un périmètre de 46 sociétés membres au 31 décembre 2022. A ce titre chaque société membre comptabilise l'impôt société selon les règles de droit commun telles qu'elles s'appliqueraient en l'absence d'intégration.

A la clôture d'un exercice, la société membre dont le résultat fiscal est déficitaire n'est titulaire à raison de cette situation d'aucune créance sur la société LNA Santé. En revanche, la société LNA Santé comptabilise une créance d'impôt liée à ces déficits. Au 31 décembre 2022, la créance de la société LNA Santé à l'égard des membres s'élève à 9 577 milliers d'euros.

Les économies d'impôt réalisées par le Groupe, non liées aux déficits et aux moins-values, restent acquises à la société LNA Santé.

L'impôt sur les sociétés s'élève à 140 milliers d'euros et se répartit ainsi :

- en propre : un crédit d'impôt de - 147 milliers d'euros correspondant à - 44 milliers d'euros de crédit d'impôt famille, - 53 milliers d'euros de crédit d'impôt mécénat et - 50 milliers d'euros de crédit impôt recherche,
- dans le groupe fiscal : charges d'impôt de 894 milliers d'euros et produits d'impôt sur les sociétés de - 711 milliers d'euros,
- la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de 104 milliers d'euros.

III. AUTRES INFORMATIONS

1 Engagements de retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés.

L'évaluation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base des hypothèses suivantes :

| Indicateurs | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--------------------------|------------|------------|
| Taux d'actualisation | 3,12 % | 0,78 % |
| Evolution des salaires | 5 % | 5 % |
| Table de mortalité | INSEE 2021 | INSEE 2021 |
| Age de départ | 65 ans | 65 ans |
| Taux de charges sociales | 50 % | 50 % |
| Modalités de départ | Volontaire | Volontaire |

2 Attribution gratuites d'actions

À la suite de l'assemblée générale mixte en date du 22 juin 2016, le conseil d'administration avait décidé la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions « Plan 2017-2020 » au profit des trois dirigeants mandataires sociaux. Ce plan prévoit l'attribution d'un total de 40 500 actions gratuites existantes ou à émettre.

Le 28 février 2022, 7 500 actions existantes ont été livrées, à la suite de la constatation de leur acquisition le 3 janvier 2022, résultant en une charge de 375 milliers d'euros enregistrée en charges de personnel.

Au 31 décembre 2022, 5 250 actions sont attribuées aux dirigeants sur la base de l'atteinte des critères de la tranche B sur l'exercice 2020, dernière année concernée par le plan « 2017-2020 ». Ces actions seront définitivement acquises à l'expiration de la période de conservation de trois ans, soit le 2 janvier 2023.

Ces 5 250 actions sont valorisées à la clôture à leur valeur historique pour 267 milliers d'euros et sont présentées en valeurs mobilières de placement, dans le sous-compte 5021, correspondant aux actions affectées à des plans déterminés. La valeur retenue pour l'assiette de la contribution patronale spécifique est de 155 milliers d'euros (valorisation au cours de clôture). Le passif enregistré en provisions pour charges à la clôture, constitutif de la valeur des actions et de la contribution patronale spécifique, s'élève à 299 milliers d'euros.

3 Consolidation

La société anonyme LNA Santé est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé à Vertou (44) au 7 boulevard Auguste Priou et inscrite au RCS sous le numéro 388 359 531. La société LNA Santé SA est la société mère consolidante du groupe LNA Santé. Les états financiers consolidés du groupe sont disponibles et consultables sur le site internet : <http://www.lna-sante.com>

4 Crédit Impôt Recherche

La société LNA Santé a comptabilisé un Crédit Impôt Recherche sur l'exercice 2022 pour un montant de 50 milliers d'euros.

Les projets valorisés portent sur :

- Téléadaptation Gériatrique
- Traitements antihypertenseurs et mortalité chez le sujet âgé
- Formation et prévention des pneumopathies en EHPAD
- Quelle prise en soins des personnes atteintes de maladies neuro-évolutives
- SSR Alzheimer
- Aromathérapie et sommeil en EHPAD
- Médiation animale et patients atteints de maladie neuro-évolutive
- Quel cadre de vie pour les personnes atteintes de maladie d'Alzheimer
- Exosquelette
- Guide des interventions non médicamenteuses
- Suivi longitudinal individuel multimodal du sénior
- Alimentation enrichie en Oméga3 et perte d'indépendance

IV. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Trois nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions, les plans « 2023-2025 », ont été autorisés par l'assemblée générale du 22 juin 2022 et approuvés par le conseil d'administration du 14 décembre 2022. Leur mise en place effective et la communication aux parties prenantes des modalités des plans ont été réalisées en début d'exercice 2023.

Principaux postes du bilan et du compte de résultat**Immobilisations**

| Chiffres exprimés en euros | Au 31/12/2021 | Acquisitions | Virements de poste à poste et corrections +/- | Cessions | Au 31/12/2022 |
|---|---|--------------------------------------|---|----------------------|--|
| Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisation incorporelles | 9 783 769 | 903 937 | | 183 750 | 10 503 956 |
| Total 1 Incorporelles | 9 783 769 | 903 937 | 0 | 183 750 | 10 503 956 |
| Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations, agencements..... Installations générales et agencements Installations techniques, matériels et outillages Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Autres | 581 892 78 867 66 736 3 929 703 9 505 | 53 776 38 334 362 671 3 086 | | 32 918 1 838 | 635 669 78 867 72 151 4 290 535 12 591 |
| Total 2 Corporelles | 4 666 704 | 457 867 | 0 | 34 757 | 5 089 814 |
| Autres participations Prêt et autres immobilisations financières | 520 100 866 19 261 119 | 45 922 913 2 285 | 3 848 674 | 19 709 580 75 600 | 546 314 198 23 036 477 |
| Total 3 Financières | 539 361 985 | 45 925 198 | 3 848 674 | 19 785 181 | 569 350 676 |
| Acomptes | | | | | |
| TOTAL | 553 812 459 | 47 287 003 | 3 848 674 | 20 003 689 | 584 944 447 |

Etat des amortissements

| Chiffres exprimés en euros | Au 31/12/2021 | Dotations | Diminutions ou reprises | Au 31/12/2022 |
|---|------------------|------------------|-------------------------|-------------------|
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 7 035 661 | 913 164 | 138 910 | 7 809 915 |
| Total 1 Incorporelles | 7 035 661 | 913 164 | 138 910 | 7 809 915 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations générales et agencements | 358 980 | 73 478 | | 432 458 |
| Installations techniques, matériels et outillages | 56 413 | 8 907 | | 65 320 |
| Matériel de transport | 37 528 | 17 486 | 5 047 | 49 966 |
| Matériel de bureau informatique, mobilier | 2 327 424 | 533 253 | 1 729 | 2 858 948 |
| Autres | 752 | 2 313 | | 3 065 |
| Total 2 Corporelles | 2 781 097 | 635 438 | 6 777 | 3 409 758 |
| TOTAL | 9 816 758 | 1 548 602 | 145 687 | 11 219 673 |

Charges à répartir

| Chiffres exprimés en euros | 31/12/2021 | Augmentations | Dotations | 31/12/2022 |
|--------------------------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | 2 536 016 | 198 750 | 492 142 | 2 242 624 |
| TOTAL | 2 536 016 | 198 750 | 492 142 | 2 242 624 |

Provisions et dépréciations

| Chiffres exprimés en euros | 31/12/2021 | Dotations | Reprises | 31/12/2022 |
|---|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Amortissements dérogatoires | 814 958 | 103 181 | 310 869 | 607 270 |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | 814 958 | 103 181 | 310 869 | 607 270 |
| Provisions pour litiges sociaux | 225 558 | | 225 558 | |
| Autres provisions pour risques | 976 307 | 1 150 000 | 677 747 | 1 448 560 |
| TOTAL | 1 201 865 | 1 150 000 | 903 305 | 1 448 560 |
| Dépréciations titres de participations | 10 396 047 | 780 000 | | 11 176 047 |
| Dépréciations autres immobilis. financières | | 1 184 807 | 1 131 644 | 53 163 |
| Dépréciations comptes clients | | 46 681 | | 46 681 |
| Autres dépréciations | 15 466 734 | 4 324 123 | 3 931 890 | 15 858 967 |
| DEPRECIATIONS | 25 862 781 | 6 335 610 | 5 063 534 | 27 134 857 |
| TOTAL | 27 879 605 | 7 588 791 | 6 277 708 | 29 190 688 |

Le montant utilisé des provisions pour risques s'élève à 647 milliers d'euros.

Etat des échéances des créances

| Chiffres exprimés en euros | Montant Brut | A un an au plus | A plus d'un an |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF IMMOBILISE : | 334 649 721 | 25 125 635 | 309 524 085 |
| Créances rattachées à des participations | 311 613 244 | 21 676 995 | 289 936 248 |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 23 036 477 | 3 448 640 | 19 587 837 |
| ACTIF CIRCULANT : | 150 139 888 | 150 139 888 | |
| Clients | 14 782 342 | 14 782 342 | |
| Clients douteux | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Organismes sociaux | 4 692 | 4 692 | |
| Etat : impôts et taxes diverses | 2 281 527 | 2 281 527 | |
| Groupe et associés | 131 554 162 | 131 554 162 | |
| Débiteurs divers | 477 533 | 477 533 | |
| Charges constatées d'avance | 1 039 628 | 1 039 628 | |
| TOTAL | 484 789 609 | 175 265 524 | 309 524 085 |
| Montants des prêts accordés en cours d'exercice | 0 | | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | 600 | | |
| Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques) | | | |

Etats des échéances des dettes

| DETTES | Montant brut fin ex. | Moins d'1 an | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|-------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | 91 192 073 | 1 192 072 | | 90 000 000 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : | | | | |
| à 1 an maximum à l'origine | 2 057 064 | 2 057 064 | | |
| à plus d'1 an à l'origine | 243 199 775 | 162 778 163 | 79 707 326 | 714 285 |
| Emprunts et dettes financières divers | 8 472 875 | 8 472 875 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 6 724 338 | 6 724 338 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 1 665 036 | 1 665 036 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 1 871 774 | 1 871 774 | | |
| Etat et autres collectivités publiques : | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 2 135 777 | 2 135 777 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts et comptes rattachés | 268 087 | 268 087 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 312 107 | 312 107 | | |
| Groupe et associés | 131 582 902 | 131 582 902 | | |
| Autres dettes | 9 915 153 | 385 186 | 9 529 968 | |
| Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 499 396 965 | 319 445 385 | 89 237 295 | 90 714 285 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 145 000 000 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 213 664 983 | | | |

Charges à payer

Le montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

| Chiffres exprimés en euros | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Variation |
|---|------------------|------------------|-------------------|
| Emprunts et dettes financières | 1 219 804 | 1 347 070 | -127 266 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 740 063 | 4 635 499 | -1 895 436 |
| Autres dettes | 105 087 | 78 229 | 26 858 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 411 492 | 2 378 978 | 32 514 |
| Intérêts courus sur découvert | 4 364 | 109 020 | -104 656 |
| Intérêts courus sur compte courant groupe | 583 181 | 285 196 | 297 985 |
| TOTAL | 7 063 990 | 8 833 992 | -1 770 002 |

Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

| Chiffres exprimés en euros | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Variation |
|---|------------------|------------------|---------------|
| Créances rattachées à des participations | 2 715 602 | 2 953 874 | -238 272 |
| Clients – Factures à établir | 131 144 | 344 196 | -213 052 |
| Autres créances | 4 692 | 49 726 | -45 034 |
| Intérêts courus sur compte courant | 574 906 | 303 837 | 271 069 |
| Intérêts courus sur CAT, compte rémunéré, retenue de garantie | 298 528 | 58 033 | 240 495 |
| TOTAL | 3 724 872 | 3 709 666 | 15 206 |

Charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

| Chiffres exprimés en euros | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Variation |
|--|------------------|----------------|---------------|
| Sous-traitance | 19 914 | 17 516 | 2 398 |
| Hébergement informatique | 355 750 | 272 114 | 83 636 |
| Maintenance | 445 703 | 368 077 | 77 626 |
| Publicité | 78 210 | 87 637 | -9 427 |
| Honoraires | 30 273 | 30 745 | -472 |
| Frais de recrutement | 44 990 | 23 390 | 21 600 |
| Intérêts sur emprunts et autres dettes | 19 660 | 80 964 | -61 304 |
| Autres | 45 125 | 103 948 | -58 823 |
| TOTAL | 1 039 629 | 984 396 | 55 234 |

Composition du capital social

| Titres par catégories | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Variation |
|--------------------------------|------------|------------|------------|
| Actions ordinaires | 7 205 362 | 5 325 008 | 1 880 354 |
| Actions sans droit de vote | 274 581 | 132 484 | 142 097 |
| Actions à droit de vote double | 3 229 473 | 4 299 544 | -1 070 071 |
| Nombre d'actions total | 10 709 416 | 9 757 036 | 952 380 |

Valeur nominale en euros de l'action : 2,00

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

| Situation à l'ouverture de l'exercice | | Solde |
|---|----------|--------------------|
| Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs | | 176 187 493 |
| Distributions sur résultats antérieurs | | -4 518 502 |
| Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs | | 171 668 991 |
| Variations en cours d'exercice | En moins | En plus |
| Variations du capital | | 1 904 760 |
| Variations des primes liées au capital | | 48 032 097 |
| Variations des réserves | | |
| Variations des subventions d'investissement | | |
| Variations des provisions réglementées | 310 869 | 103 181 |
| Autres variations | | |
| Résultat de l'exercice | | 3 811 238 |
| SOLDE | | 53 540 407 |
| Situation à la clôture de l'exercice | | Solde |
| Capitaux propres avant répartition | | 225 209 398 |

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se ventile de la façon suivante :

Exprimé en euros

| | Chiffre d'affaires | | | Total 31/12/2021 | Var. |
|--|--------------------|----------------|-------------------|-------------------|-------------|
| | France | Export | Total 31/12/2022 | | |
| Mandats de gestion et redevances de marque | 34 011 950 | 120 898 | 34 132 848 | 32 960 701 | 3.6% |
| Contrats assistance maîtrise d'ouvrage | 945 682 | - | 945 682 | 746 667 | 26.7% |
| Locations immobilières | 7 721 520 | - | 7 721 520 | 7 584 473 | 1.8% |
| Produits divers | 5 216 047 | 102 381 | 5 318 429 | 4 677 880 | 13.7% |
| Total | 47 895 198 | 223 279 | 48 118 478 | 45 969 721 | 4.7% |

Transfert de charges

Exprimé en euros

| Nature des transferts | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|----------------------------------|----------------|------------------|
| Frais émission d'emprunts | 198 750 | 2 790 000 |
| Prévoyance salariés | 36 382 | 45 613 |
| Avantage en nature | 108 837 | 99 853 |
| Formations salariés | 20 253 | 16 245 |
| Sinistres véhicules et mobiliers | 14 594 | 29 176 |
| Attribution d'actions gratuites | 375 000 | 220 193 |
| TOTAL | 753 816 | 3 201 080 |

Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 4 129 766€ et s'analyse de la façon suivante :

| Rubriques | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| PRODUITS FINANCIERS | 13 831 066 | 10 694 683 |
| Dividendes | 6 616 827 | 5 761 170 |
| Revenus sur prêts intragroupe | 691 643 | 1 207 357 |
| Produits financiers sur comptes courants | 3 829 689 | 2 961 772 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 220 014 | 223 165 |
| Quote-part des SNC (Produits) | 2 271 989 | 502 818 |
| Reprises sur provisions pour risques et charges financières | 158 200 | 38 400 |
| Reprise sur provisions pour dépréciations des titres | 42 705 | |
| CHARGES FINANCIERES | 9 701 300 | 5 518 763 |
| Intérêts sur dettes bancaires et autres dettes | 5 056 144 | 3 847 996 |
| Charges financières sur comptes courants | 593 908 | 290 698 |
| Charges nettes sur instruments financiers | 223 864 | 485 336 |
| Quote-part des SNC (Charges) | 1 472 877 | 220 519 |
| Autres charges financières | 389 700 | 435 383 |
| Dotations aux provisions pour dépréciations des titres | 1 964 806 | 238 832 |
| RESULTAT FINANCIER | 4 129 766 | 5 175 919 |

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de - 1 100 198 € s'analyse de la façon suivante :

| Rubriques | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|--------------------|--------------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 4 829 917 | 3 066 256 |
| Cessions immobilisations incorporelles | 183 750 | 347 500 |
| Cessions immobilisations corporelles | 33 052 | 21 934 |
| Cessions immobilisations financières | 21 000 | 0 |
| Reprises amortissements dérogatoires | 310 869 | 460 528 |
| Reprises dépréciations exceptionnelles | 3 889 185 | 1 981 772 |
| Transfert de charges exceptionnelles | 389 594 | 249 369 |
| Produits exceptionnels sur opération de gestion | 2 468 | 5 153 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 5 930 115 | 6 092 377 |
| VNC immobilisations incorporelles | 44 840 | 119 796 |
| VNC immobilisations corporelles | 27 981 | 8 572 |
| VNC immobilisations financières | 21 000 | |
| Malis rachat d'actions propres | 375 000 | 220 193 |
| Autres charges exceptionnelles | 8 990 | 2 512 |
| Dotations provisions risques exceptionnels | 1 025 000 | |
| Dotations aux amortissements dérogatoires | 103 181 | 96 461 |
| Dotations dépréciations exceptionnelles | 4 324 123 | 5 644 843 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | (1 100 197) | (3 026 120) |

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

| Répartition | Résultat avant impôt 2022 | Impôt dû | Résultat net après impôt |
|-------------------------------------|---------------------------|----------------|--------------------------|
| Résultat courant | 5 364 363 | 502 828 | 4 861 535 |
| Résultat exceptionnel à court terme | (1 100 197) | (275 049) | (825 148) |
| Participation des salariés | (313 033) | (87 887) | (225 148) |
| RESULTAT COMPTABLE | 3 951 132 | 139 893 | 3 811 239 |

Situation fiscale différée et latente

| Rubriques Exprimé en € | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|------------------|------------------|
| IMPOT DU SUR : | | |
| Provisions réglementées : | | |
| Amortissements dérogatoires | 151 818 | 203 740 |
| TOTAL ACCROISSEMENTS | 151 818 | 203 740 |
| IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : | | |
| Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : | | |
| Congés payés | | |
| Participation des salariés | 35 346 | 44 974 |
| Autres | 13 087 | 10 260 |
| A déduire ultérieurement : | | |
| Provisions pour propre assureur | | |
| Autres | | |
| TOTAL ALLEGEMENTS | 48 433 | 55 234 |
| SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE | 103 385 | 148 506 |
| IMPOT DU SUR : | | |
| Plus-values différées | 4 499 632 | 5 035 532 |
| Charges à répartir | (77 390) | (63 496) |
| CREDIT A IMPUTER SUR : | | |
| Déficits reportables | | |
| Moins-values à long terme | | |
| SITUATION FISCALE LATENTE NETTE | 4 422 243 | 4 972 036 |

INFORMATIONS DIVERSES

Effectif moyen du personnel salarié

En 2022, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

| Effectifs moyens | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|------------|------------|
| Vertou - Boulevard Auguste Priou - Cadres | 148 | 142 |
| Vertou - Boulevard Auguste Priou - Non cadres | 106 | 93 |
| TOTAL | 254 | 235 |

Rémunération des dirigeants

Exprimé en euros

| Rubriques | Total dirigeants | Organes | | |
|------------------------|------------------|----------------|-----------|--------------|
| | | Administration | Direction | Surveillance |
| Rémunérations allouées | 678 765 | | 678 765 | |
| | | | | |

Liste des filiales et des participations

| INFORMATIONS FINANCIERES | Capital | Capitaux Propres autres que le capital | Quote Part du capital détenu | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Dépréciation des comptes courants | Chiffre d'affaire HT du dernier exercice clos | Résultat du dernier exercice clos | Dividendes encaissés |
|----------------------------|---------|--|------------------------------|-------------------------------------|-------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| | | | | Brute | Nette | | | | | |
| FILIALES ET PARTICIPATIONS | | | | | | | | | | |

| 1 - Filiales (détenues à plus de 50 %) | | | | | | | | | | |
|--|-------------|-------------|-----|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|-----------|
| BIAGIS | 7 500 | 432 132 | 100 | 7 500 | 7 500 | - | - | 477 237 | 96 641 | 35000 |
| LES OISEAUX | 1 503 418 | -7 736 653 | 100 | 9 477 174 | - | 5 141 618 | -5 141 618 | 659 911 | 675 689 | - |
| INSTITUT DE READAPTATION DE ACHERES | 178 579 | -1 119 776 | 100 | 11 662 431 | 11 662 431 | 1 933 542 | - | 18 284 163 | -809 134 | - |
| LNA RETRAITE | 119 132 240 | 43 870 152 | 100 | 153 155 627 | 153 155 627 | 22 338 911 | - | 79 271 071 | 3 383 410 | 2 382 645 |
| LNA ES | 5 743 273 | 107 056 425 | 79 | 5 351 084 | 5 351 084 | 222 769 032 | - | 209 185 483 | 14 628 742 | 2 983 397 |
| LNA Belgique | 563 969 | - 920 135 | 100 | 7 679 900 | 7 679 900 | 1 913 967 | -1 887 967 | 911 846 | -3 350 779 | - |
| LNA INTERNATIONAL | 23 757 500 | -787 276 | 100 | 23 757 500 | 22 977 500 | 1 480 000 | - | - | -786 114 | - |
| FONCIÈRE GNA | 7 700 | 1 581 152 | 100 | 7 700 | 7 700 | 34 911 826 | - | 6 539 334 | 83 817 | - |
| LNA REAL ESTATE | 95 030 | -676 943 | 100 | 1 007 500 | 1 007 500 | 21 603 040 | - | 49 217 | -599 100 | - |
| MF BANDOL 83 | 100 | 84 509 | 99 | 99 | 99 | 83 664 | - | 330 383 | 84 509 | - |
| MÉDICA FONCIÈRE 83 | 7 700 | -2 985 | 100 | 19 312 | 19 312 | 6 288 | - | - | -3 134 | - |
| MF YERRES 91 | 100 | -2 531 | 99 | 99 | 99 | 7 550 | - | - | -2 531 | - |
| MF COURBEVOIE 92 | 100 | -4 558 | 99 | 99 | 99 | 183 692 | - | - | -4 558 | - |
| MF VINCENNES 94 | 100 | - | 99 | 99 | 99 | 220 000 | - | - | - | - |
| MF MAINVILLIERS 28 | 100 | -28 322 | 99 | 99 | 99 | 2 503 956 | - | 8681 | -28 322 | - |
| MF AMIENS 80 | 100 | -15 259 | 99 | 99 | 99 | 2 211 316 | - | - | -15 259 | - |
| MF LISIEUX 14 | 100 | -1 485 | 99 | 99 | 99 | 63 908 | - | - | -1 485 | - |
| MF MARTIGUES 13 | 100 | 181 239 | 99 | 99 | 99 | 179 427 | - | 680674 | 181 239 | - |
| MÉDICA SERRIS 77 | 100 | -893 | 99 | 99 | 99 | 3 099 763 | - | - | -893 | - |
| MF VERTOU 44120 | 100 | 5 708 | 99 | 99 | 99 | 17 521 | - | - | 5 708 | - |
| MF CAMELIAS 66 | 100 | -459 | 99 | 99 | 99 | 5 000 | - | - | -459 | - |
| MÉDICA FONCIÈRE 06 | 7 500 | -5 379 | 99 | 7 425 | 7 425 | - | - | - | -3 081 | - |
| MEDICA FONCIERES GARCHES 92 | 10 650 | -224 693 | 99 | 3 151 | 3 151 | 232 138 | -206 138 | - | -5 100 | - |
| MÉDICA FONCIÈRE LA CELLE 78 | 100 | -3 050 | 99 | 99 | 99 | 29 492 | - | - | -3 050 | - |
| MÉDICA FONCIÈRE BRETEUIL | 100 | -2 370 | 99 | 99 | 99 | 93 322 | - | - | -2 370 | - |
| MÉDICA FONCIÈRE LMB 41 | 100 | -2 335 | 99 | 99 | 99 | 81 417 | - | - | -2 335 | - |
| MF ST GREGOIRE 35 | 100 | -459 | 99 | 99 | 99 | 5 000 | - | - | -459 | - |
| MÉDICA FONCIÈRE D'ÉPINAY | 1 046 400 | 21 982 947 | 100 | 9 711 761 | 9 711 761 | - | - | 21 709 129 | 2 043 594 | 648 768 |
| MF DEAUVILLE 14 | 100 | -1 678 | 99 | 99 | 99 | 20 975 | - | - | -1 678 | - |
| MF CRICQUEBOEUF 14 | 100 | -8 686 | 99 | 99 | 99 | 24 757 | - | - | -8 686 | - |
| MF ST-ROGATIEU 17 | 100 | 16 505 | 99 | 99 | 99 | 29 079 | - | - | 16 505 | - |
| MF MONTLOUIS 37 | 100 | -2 478 | 99 | 99 | 99 | 12 510 | - | - | -2 478 | - |
| MF BELZ 56 | 100 | -3 630 | 99 | 99 | 99 | 7 698 | - | - | -3 630 | - |
| MF 11 NARBONNE | 100 | -24 035 | 99 | 99 | 99 | 5 630 485 | - | - | -24 035 | - |
| MF FALICONNIÈRE 061 | 100 | 73 884 | 99 | 99 | 99 | 73 047 | - | - | 73 784 | - |
| MF OLLONNE 85 | 100 | -5 684 | 99 | 99 | 99 | 4 696 693 | - | 2 960 | -5 684 | - |
| MF POITIERS 86 | 100 | - | 99 | 99 | 99 | 1 049 809 | - | - | - | - |
| MF HAD | 100 | 185 526 | 99 | 99 | 99 | 1 439 989 | - | 72 | 185 526 | - |
| MF NANTES 44 | 100 | - | 99 | 99 | 99 | 718 789 | - | - | - | - |
| MRLB | 1 000 | 4 328 546 | 100 | 3 749 683 | 3 749 683 | - | - | - | 5 984 | - |
| MF ENNERY 95 | 100 | 28 841 | 99 | 99 | 99 | 294 698 | - | -3 597 | 28 841 | - |
| MF LA SEYNE 83 | 100 | -1 061 387 | 99 | 99 | 99 | 6 118 861 | - | 2467 | -1 061 387 | - |
| MF LANDERNEAU 29 | 100 | 31 616 | 90 | 90 | 90 | 111 621 | - | - | 31 616 | - |
| MF LQEB94 | 100 | -33 433 | 99 | 99 | 99 | - | - | 394000 | -33 433 | - |
| MF MEAUX 77 | 100 | -251 838 | 99 | 99 | 99 | 10 856 345 | - | 655 084 | -251 838 | - |
| MF GUERANDE 44 | 100 | 42 739 | 99 | 99 | 99 | 7 808 155 | - | 329 850 | 42 739 | - |
| LNA SERVICES | 7 700 | 174 633 | 51 | 3 927 | 3 927 | 449 234 | - | 3 069 213 | -23 314 | 38 485 |
| LNA TRAVAUX | 92 860 | -11 068 | 100 | 410 000 | 161 168 | 3 229 029 | -295 631 | 4 622 831 | -1 429 | - |
| MF 49 LA PLESSE | 100 | -2 185 | 99 | 99 | 99 | 28 120 | - | - | -2 185 | - |

SA LNA SANTE

| INFORMATIONS FINANCIERES | Capital | Capitaux Propres autres que le capital | Quote Part du capital détenu | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Dépréciation des comptes courants | Chiffre d'affaire HT du dernier exercice clos | Résultat du dernier exercice clos | Dividendes encaissés |
|----------------------------|---------|--|------------------------------|-------------------------------------|-------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| | | | | Brute | Nette | | | | | |
| FILIALES ET PARTICIPATIONS | | | | | | | | | | |

| 1 - Filiales (détenues à plus de 50 %) | | | | | | | | | | |
|---|------------|------------|-----|-----------|-----------|-----------|----------|------------|-----------|---------|
| MF ST MAUR 94 | 100 | -3 411 | 99 | 99 | 99 | 110 541 | - | - | -3 411 | - |
| MF MORET 77 | 100 | -3 524 | 99 | 99 | 99 | - | - | 135 000 | -3 524 | - |
| MF GRANVILLE 50 | 100 | -4 696 | 99 | 99 | 99 | 217 630 | - | - | -4 696 | - |
| FONCIÈRE SSR IMB | 100 | 3 839 | 99 | 99 | 99 | 3 801 | - | - | 3 839 | - |
| SCI DE LA PRINCESSE | 1 000 | -741 216 | 99 | 164 041 | - | 810 757 | -756 759 | - | -8 851 | - |
| MF ACHÈRES 78 | 100 | 1 643 507 | 99 | 99 | 99 | 1 627 072 | - | - | 1 643 507 | - |
| MF PESSAC 33 | 100 | - | 99 | 99 | 99 | 2 349 404 | - | 102 010 | - | - |
| IMMOBILIÈRE DE LA FONTENELLE | 50 000 | -88 877 | 100 | 50 000 | - | 3 474 235 | - | 1 654 961 | 66 621 | - |
| MF 44 | 100 | -10 263 | 99 | 99 | 99 | 227 016 | - | - | -10 263 | - |
| MF SALON 13 | 100 | -2 862 | 99 | 99 | 99 | 46 162 | - | - | -2 862 | - |
| GRIBOUILL'AGE | 590 330 | -228 383 | 68 | 480 500 | 24 500 | - | - | 251 815 | 122 975 | - |
| LNA ACHATS | 1 000 | 1 513 007 | 100 | 1 000 | 1 000 | 40 000 | - | 3 225 282 | 294 376 | 312 500 |
| VS LNA | 200 000 | -165 204 | 50 | 100 000 | 100 000 | 2 951 400 | - | 1 675 867 | -113 325 | - |
| 2 - Filiales (détenues à moins de 50 %) | | | | | | | | | | |
| LA CHÉZALIÈRE | 230 198 | 1 066 369 | 20 | 266 249 | 266 249 | 173 429 | - | 5 792 482 | 553 164 | 101 112 |
| FIDEXI | 228 674 | 2 425 804 | 47 | 3 795 200 | 3 795 200 | - | - | 6 585 133 | 425 543 | - |
| LNA ENSEMBLE | 36 530 600 | -3 259 324 | 5 | 1 879 000 | 1 879 000 | - | - | - | -52 260 | - |
| LE CLOS CHAMPIROL | 59 311 | 7 282 757 | 11 | 1 948 839 | 1 948 839 | 6 560 731 | - | 23 978 361 | 1 469 959 | 109 740 |
| SCI MARSEILLE ST TRONC | 1 000 | - | 10 | 100 | 100 | - | - | - | - | 5 180 |

Parties liées

Les transactions et les soldes entre la société et les parties liées sont détaillés ci-dessous :

| En milliers d'euros | 2022 | 2021 |
|---|-------|------|
| | | |
| Charges | | |
| Assistance technique et mandat de vente | 10 | 10 |
| Autres charges | 21 | 0 |
| Produits | | |
| Mandat d'assistance gestion | 291 | 73 |
| Autres produits | 125 | 4 |
| Bilan | | |
| Clients | 102 | 52 |
| Comptes courants | 3 220 | 208 |

Engagements financiers

Engagements donnés

| Engagements donnés | Total | Au profit de | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Filiales | Autres |
| Nantissement de titres | 490 000 | | 490 000 |
| Cautions données sur montants initiaux des emprunts | 21 864 000 | | 21 864 000 |
| Cautions données sur prêts promoteur | 26 197 000 | | 26 197 000 |
| Cautions données aux propriétaires immobiliers pour le compte des filiales | 10 209 825 | 10 209 825 | |
| Cautions données aux banques pour le compte des filiales | 1 264 758 | 1 264 758 | |
| Engagements contractuels pour acquisition immobilisations incorporelles | 4 042 551 | | 4 042 551 |
| Engagements contractuels pour acquisition immobilisations corporelles | 2 850 000 | | 2 850 000 |
| Redevances de crédit bail | 166 668 | | 166 668 |
| Intérêts sur emprunts | 25 271 227 | | 25 271 227 |
| Engagements en matière de pension | 1 352 654 | | 1 352 654 |
| | 93 708 683 | 11 474 583 | 82 234 100 |

Engagements reçus

| Engagements reçus | Total | Au profit de | |
|--|--------------------|--------------|--------------------|
| | | Filiales | Autres |
| Crédit Corporate – part RCF non utilisée | 125 000 000 | | 125 000 000 |
| | 125 000 000 | | 125 000 000 |

Engagements de crédit-bail

Exprimé en euros

| Rubriques | Terrains | Constructions | Matériel outillage | Autres immobilisations | Total |
|--------------------------------------|----------|---------------|-----------------------|---------------------------|----------------|
| VALEUR D'ORIGINE | | | | 375 377 | 375 377 |
| AMORTISSEMENTS | | | | | |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 167 137 | 167 137 |
| Exercice en cours | | | | 82 606 | 82 606 |
| TOTAL | | | | 249 743 | 249 743 |
| VALEUR NETTE | | | | 125 634 | 125 634 |
| REDEVANCES PAYEES | | | | | |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 164 070 | 164 070 |
| Exercice en cours | | | | 73 323 | 73 323 |
| TOTAL | | | | 237 393 | 237 393 |
| REDEVANCES A PAYER | | | | | |
| A un an au plus | | | | 67 662 | 67 662 |
| A plus d'un an et moins de 5 ans | | | | 63 416 | 63 416 |
| A plus de cinq ans | | | | | |
| TOTAL | | | | 131 078 | 131 078 |
| VALEUR RESIDUELLE | | | | 35 590 | 35 590 |
| Montant pris en charge dans exercice | | | | 80 943 | 80 943 |